

population de nos campagnes a le même droit que toute autre classe de citoyens au confort, au contentement et à vivre dans des conditions satisfaisantes. Les jeunes cultivateurs, autant que les autres groupes de la population, ont le droit de vivre en vrais Canadiens. En examinant ce problème, il ne faut pas perdre de vue qu'une fois ces gens établis dans les centres urbains, on ne pourra jamais les engager à revenir sur la terre. Peut-on concevoir que des fils de cultivateurs, une fois entrés dans le service civil, par exemple, songent à reprendre la vie agricole? Peut-on imaginer, de même, que les fils et les filles de gens de profession fassent une carrière de l'agriculture? On ne revient jamais des villes pour s'établir à la campagne. A moins de rendre la vie du cultivateur plus attrayante pour ces jeunes gens, qui y sont naturellement portés, nous n'arriverons jamais à résoudre nos problèmes de l'heure. Il ne faut pas oublier que, dès son jeune âge, le fils de cultivateur sait que s'il reste sur la terre, il ne fera jamais fortune et n'acquerra pas non plus de renommée; mais il pense, la plupart du temps à tort, qu'en allant dans les villes, il peut s'enrichir et se faire un nom. C'est ce qui tente fortement les gens des centres ruraux à se diriger vers les villes. Je ne trouve rien à redire à l'état industriel, mais il devrait exister une collaboration plus étroite entre les deux éléments de la population. A coup sûr, nous ne pouvons nous attendre au retour de la prospérité et voir régner le contentement parmi la population si nous ne faisons pas en sorte d'assurer à tous les éléments de la population le moyen d'être prospère. Nous avons tous suivi avec un vif intérêt la grande expérience du plan quinquennal de la Russie, qui en cinq années vise à industrialiser une population éminemment agricole. Qu'est-il arrivé? Ces projets ont presque complètement échoué. Pourquoi? Parce que l'on n'a pas tenu compte d'un facteur; on a oublié que l'agriculture est exploitée de concert avec la nature et la Providence. J'ose prédire que si la Russie atteint à l'industrialisation intense, elle y trouvera sa perte, car nous nous rendons compte que l'industrialisation seule ne suffit pas. Nous avons aujourd'hui le citoyen de certaines régions et nous avons le cultivateur dans le reste du pays qui d'ici à vingt ans, si les tendances actuelles subsistent, deviendront une classe de paysans. D'après notre système d'enseignement actuel, le fait d'être appelé cultivateur constitue, de l'avis d'un grand nombre presque une ignominie. Parfois le fils d'un cultivateur peut difficilement se choisir une bonne épouse simplement parce qu'il est cultivateur. A ce point de vue, notre système d'enseignement est à blâmer. De toute nécessité le Canada doit rester avant

tout un pays agricole et nous sommes tenus de conserver cette excellente population qui produit la richesse fondamentale de ce pays. Mais il existe en Canada une nouvelle école économique. L'automne dernier je lisais un article dans le *Saturday Night* où l'on disait que le Canada était à la croisée des chemins; que les cultivateurs devraient plier leurs tentes et retourner aux villes, que le Canada ne devrait plus être un pays agricole et que son avenir réside dans l'industrialisation. Les honorables députés voient-ils d'ici ce qu'il adviendrait du pays, d'ici à dix ou vingt ans, si pareille chose arrivait à notre population agricole? Ce serait la perte du pays. Si l'on se reporte à l'histoire du passé, on constate qu'un pays qui néglige l'agriculture est voué à la ruine. Il en a été ainsi de la Perse, de Rome et de la Grèce antique. Le jour où ces nations négligèrent l'agriculture elle en arrivèrent à la fin de leur civilisation. Le même problème se pose à l'heure actuelle dans presque tous les pays du monde; tous ceux qui ont négligé l'agriculture en subissent les conséquences.

Je n'en dirai pas davantage sur cet important sujet, bien que je me propose d'y revenir lorsque nous discuterons le projet du retour à la terre. Laissez-moi répéter que ce projet, inauguré avec sincérité dans le but de résoudre cet important problème, n'a presque pas amélioré la situation. Il n'a certainement pas résolu la difficulté, pour ce qui est du partage égal de la population, et il n'a guère soulagé les villes. Ce projet du retour à la terre n'a pas été juste à l'égard des habitants ayant les meilleures qualités pour demeurer sur la terre, et je demanderai au Gouvernement de permettre que cette résolution soit soumise au comité de l'agriculture et de la colonisation, où elle pourra être discutée en détail. Nous voulons être raisonnables. Au sujet de cette résolution, je demande une dépense de 20 millions, répartie en cinq ou dix ans. Au cours de la session, nous adopterons une mesure législative dont la mise en vigueur comportera la dépense de 7 millions, pour aider aux ouvriers du pays. Les cultivateurs ne sont pas en mésintelligence avec les ouvriers; ils seraient contents de voir les ouvriers mieux traités en vertu de la nouvelle loi, mais, sûrement, le reste de la population devrait consentir à accorder un certain secours et porter quelque attention aux cultivateurs, qui sont prêts à contribuer à la prospérité du pays.

En terminant, je dirai qu'à moins que nous ne trouvions le moyen de mettre cette résolution en vigueur, notre pays ne prospérera pas. Il ne devrait pas y avoir de conflit entre l'industrie et l'agriculture. C'est plutôt une